

ALI BENFLIS, PRÉSIDENT DU PARTI DES AVANT-GARDES DES LIBERTÉS :**«Notre boycott n'impacte pas la cohésion de l'opposition»**

Le président du parti des Avant-gardes des libertés rassure quant à «l'unité» et la «cohésion» de l'opposition issue de la fameuse Conférence de Mazafran des suites de la participation des uns et de la non-participation des autres aux prochaines élections législatives.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - «A ceux qui misaient sur la division de l'opposition, nous leur disons que votre plan a échoué. Une opposition qui a convenu d'une feuille de route politique claire consistant en une transition démocratique, sereine, graduelle et négociée avec le pouvoir et pas une alliance électorale comme l'ont compris certains», soutenait, en effet, hier, Ali Benflis lors d'une conférence de presse au lendemain de la résolution prise par le comité central de son parti de ne pas prendre part aux élections législatives du printemps prochain. Et de poursuivre ce qui prenait l'allure d'un véritable plaidoyer pour l'opposition, accusée tantôt de «stérilité» et tantôt d'agir contre l'intérêt du pays, que celle-ci a convenu «d'une feuille de route pour la sortie de crise que traverse le pays et ce, à travers

des élections libres et transparentes» et que «personne ne détient le monopole du patriotisme qui doit être le dénominateur commun à tous les Algériens». «Les partis de l'opposition qui participeront aux prochaines législatives comme ceux qui les boycottent savent que ce rendez-vous ne fera pas sortir le pays de l'impasse politique dans laquelle il se trouve. Les partis de l'opposition resteront donc unis autour de leur projet de transition démocratique peu importe leur décision concernant les législatives», dira-t-il.

Ceci avant de rappeler qu'en 2014, il avait participé aux élections présidentielles «à titre individuel après concertation avec ma famille et un cercle restreint d'amis» alors que presque tous les partis de l'opposition ont boycotté le scrutin. «Ce qui ne nous a pas empêchés de nous retrouver



Photo : Samir Sid

Benflis met en garde contre le danger qui guette l'Etat national.

ensemble pour convenir d'une feuille de route commune de sortie du pays de sa grave crise». Ceci en tenant à préciser que la bouderie du prochain scrutin législatif a été décidée par le comité central du parti.

Une décision loin d'être prise «à la légère» ni dans la «précipitation», encore moins dans une «réaction de rejet, par principe, de tout ce qui vient du régime politique en place puisque longue-

ment mûrie, largement débattue avant d'être adoptée à une écrasante majorité».

Et cette option découle, poursuivra-t-il, de la conviction chez les cadres du parti quant au caractère «secondaire» et «sans importance» de ce scrutin qui, poursuivra-t-il, «n'a aucun sens ou influence sur la réalité politique qui, pourtant, n'est pas difficile pour un système politique comme le nôtre. C'est sa spécialité et c'est

même un art qu'il maîtrise». Et au président du parti des Avant-gardes des libertés de signifier que le parti n'observera pas de «période d'hibernation», annonçant une large campagne de conscientisation des populations sur la réalité du pays empreinte d'une «impasse politique, d'une grave panne économique et d'une instabilité sociale».

Une «crise systémique sur laquelle des élections routinières seront de nul effet», selon lui, estimant que «ces mêmes élections pourront être tenues mais la crise du système politique national leur survivra».

Et d'avertir que cette crise du système politique national «met en danger l'Etat national, qu'elle l'expose à un affaiblissement continu et qu'elle le met dans une situation de vulnérabilité croissante», considérant «illusoire d'attendre une sortie de l'impasse politique, une revitalisation de l'économie nationale et une inversion de la courbe des tensions sociales».

M. K.

ENTRETIEN AVEC KACIMI BOUABDELLAH, CHERCHEUR AU CRASC :**«Il faut lutter pacifiquement»**

Chercheur et sociologue au CRASC, Kacimi Bouabdellah tente d'analyser pour nous la situation qui prévaut à travers le pays. Comme bien d'autres, il évoque l'existence de manipulations pouvant engendrer des événements dramatiques et appelle le pouvoir et les citoyens à apprendre à communiquer sans violence.

Propos recueillis par Abba Chérif

Le Soir d'Algérie : Peu de temps avant la fin de l'année vous aviez prédit la possibilité d'arrivée d'événements de grande ampleur dans le pays. Quel est votre commentaire sur les derniers développements survenus en Kabylie ?

Kacimi Bouabdellah : Vous savez, je suis une personne qui me base sur des données chiffrées, réelles indispensables aux recherches menées. Pour ce, je vous ferai, en tout premier lieu, remarquer l'incroyable évolution démographique enregistrée dans notre pays au cours de ces dernières années. Comparativement aux autres pays, le chiffre est énorme.

En France, elle a doublé : 50% depuis ces dernières décennies. Chez nous, les chiffres sont là pour le prouver, la population a quadruplé. Devant cette situation, l'Etat s'est retrouvé face à des difficultés quadruplées elles aussi. C'est un défi en fait car il s'agit pour lui d'offrir à tous des logements, du travail, des transports et tout ce qu'il faut en puisant dans une rente essentiellement basée jusque-là sur des revenus pétroliers. J'en reviens à votre question à présent et je vous en pose une autre : pourquoi de tels événements sont-ils survenus à Béjaïa et pas ailleurs ? Autre question : des émeutes ont lieu très fréquemment un peu partout à travers le pays, on brûle des pneus, il y a de la casse et de la violence, mais le retentissement médiatique est moindre. Pourquoi ? Je

reviens à votre question : ma réponse est simple : cette explosion est une conséquence directe de la crise sociale dans laquelle est plongée cette région. C'est indéniable. Mais vous remarquerez aussi que ces événements interviennent dans un contexte pré-électoral. Il y a des élections qui arrivent dans une situation floue et, partant de là, on peut penser ce que l'on veut. Vous savez, la crise est présente dans toutes les sociétés du monde. Beaucoup de pays font actuellement face à des crises politiques, sécuritaires et économiques, le chômage est présent partout mais cela n'a pas donné lieu à des situations telles que nous les vivons. Nous avons eu Octobre 1988, nous n'en voulons pas un autre. Il faut faire très attention. La population de Kabylie comme d'ailleurs est exposée à des facteurs multiples, à des manipulations diverses. A Béjaïa, tout a commencé avec un mouvement de révolte de collégiens et de lycéens, puis il y a eu cette grève des commerçants suite à un appel anonyme puis l'explosion d'une grande violence. Avant de porter tout jugement, étudions ce qui se passe autour de nous. Qu'est-ce qui a mis le feu aux poudres : le chômage ou autre chose. Heureusement que cette grève n'a été que très peu suivie. Il y a eu une grande prise de conscience des citoyens.

Le discours général fait justement état de «manipulations», «d'ennemis de l'Algérie» pourtant, ce sont des jeunes Algériens que l'on voit se révolter et casser un peu partout à travers le pays...

Justement, vous le dites. Ce sont des jeunes qui vont au charbon, tout simplement parce qu'ils ne sont pas mûrs. Je ne leur jette pas la pierre et je ne nie pas qu'ils vivent une situation difficile sur tous les plans, mais ils sont utilisés en raison de leur manque de maturité. Ils n'ont pas reçu d'éducation citoyenne et sont livrés à eux-mêmes. Se pose également le manque de maturité politique. On les retrouve malheureusement aux bouches du canon aux premiers rangs emportés par leurs impulsions,

car, oui, ils sont impulsifs. Impulsifs et manipulés même sans le savoir par des parties qui cherchent leurs intérêts dans le désordre. Certains ne veulent pas de «l'Algérie en paix» c'est un échec à leur plan. Soyons réalistes, regardez ce qui se passe à nos frontières, la crise est très forte là-bas, et nous pouvons en subir les conséquences. Nous ne sommes pas seuls dans le monde et on sait que le feu a été mis pour manipuler plusieurs pays. Autour de nous, il n'y a que du feu et du sang. Ne prenons pas les choses à chaud et réfléchissons avec la tête froide. Oui nous subissons une crise mais autour du pays, personne ne nous veut du bien.

Le problème est que l'argument de «la main étrangère» a été maintes fois utilisé par le pouvoir. A présent, il se transforme en un message qui ne passe pas...

Je vous l'ai dit, je suis chercheur et je ne me base que sur des faits. Ce que je peux dire, c'est que le pouvoir a parfois des données que d'autres ne détiennent pas. Je suis sincère et je ne fais pas de démagogie. Le pouvoir a des informations dans ce sens. Il a ses sources. Actuellement, il tente d'apaiser les tensions.

Comment ?

Il n'y a qu'à voir la course dans laquelle le pouvoir s'est lancé pour distribuer des logements et des avantages. Cela n'a jamais été fait ailleurs, le problème est que le peuple en demande à chaque fois plus. Et soyons réalistes, l'Algérien ne veut plus travailler aujourd'hui mais réclame du luxe. C'est très visible, très perceptible dans les grandes villes du pays. Le pouvoir se retrouve à chaque fois un peu plus acculé pour faire face à cette grande demande qui découle aussi de la crise qui sévit dans les campagnes. Dans ces régions, les gens s'accrochent à la vie avec un salaire de 20 000 DA. Ce n'est pas peu dire. Cette situation a accentué le phénomène d'exode. Cette situation a mis le pays en crise. L'Etat ne peut pas faire face à une telle demande. A

présent, il y a une tentative de renverser les choses. Dans les années 1970-1980, il y avait 80% de salaires publics et 20% de salaires privés. Aujourd'hui, il y a 32% de salaires publics et 68% de salaires privés. Il y a un renversement. Nous avons des capacités, mais les gens ne veulent pas travailler.

Il y a des blocages aussi...

Il est vrai qu'un gros effort doit être entrepris pour revoir toute la politique de fonctionnement du service public. Il faut travailler dans ce sens car l'administration est complètement déficitaire. Même le pouvoir politique n'a rien pu faire. On trouvera toujours un homme pour bloquer. Cette situation a fini par généraliser le blocage entre le politique et l'administration.

Les tensions sociales sont également très palpables. Comment peut évoluer la situation, selon vous ?

Vous savez, les élections sont à nos portes. C'est un facteur important, à ne pas négliger. Je reviens sur ce qui s'est passé en début d'année et je me demande au nom de quoi on demande aux citoyens de fermer leurs magasins et sur simple appel anonyme de plus. La manipulation est flagrante. Heureusement qu'il n'y a qu'une minorité qui a bougé. Soyons vigilants. Il faut surtout éviter de continuer à communiquer par la violence. Cela vaut pour le pouvoir et les citoyens. Les uns comme les autres communiquent violemment. Il y a tout un travail à effectuer dans ce sens mais il faut l'entamer et aboutir. Revendiquons de manière pacifique, loin du feu et du sang. La violence n'a jamais apporté de résultats, elle mène toujours au désastre. Elle détruit. Voyez ce qui s'est passé en Égypte. Tout le monde sait que de grandes manipulations ont eu lieu dans ce pays. Les conséquences sont connues. Apprenons à lutter pacifiquement. Autour de nous, personne ne veut de la paix en Algérie.

A. C.